

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1705 - 30 juillet 1992 - 2,50 F

### D 1705 NICARAGUA: FRONT COMMUN ANCIENS "CONTRAS" ET ANCIENS SANDINISTES

Le gouvernement libéral issu des élections générales du 25 février 1990 (cf. DIAL D 1479) se heurte depuis avril 1992 à un très sérieux mouvement de contestation paysanne. Le plus étonnant est que ce mouvement est le fait des milliers de démobilisés des deux bords: anciens contre-révolutionnaires et anciens soldats sandinistes. La situation était devenue explosive en fin avril, au point qu'était décrété l'état d'urgence dans le pays. Majorité des routes barrées, occupation par des groupes en armes de 145 grandes exploitations de café, menaces similaires sur nombre de plantations de banane, villes et villages de l'intérieur isolés du reste du pays, mise en branle des blindés de l'armée contre les manifestants: tout cela créait une psychose de relance de la guerre civile selon une donne inédite. C'est en effet le problème agraire qui avait été l'une des raisons profondes de l'insurrection contre Somoza à partir de 1976 (cf. DIAL D 324 et 332); c'est ce même problème qui était l'un des axes de l'action du gouvernement sandiniste après 1979 (cf. DIAL D 604). La polarisation est passée de l'opposition sandinistes/contre-révolutionnaires à l'opposition gouvernement/monde paysan des petits producteurs et des ouvriers agricoles. Il se peut que cette relance de l'agitation armée se transforme finalement en mouvement paysan constitué.

Analyse ci-dessous tirée de *Pensamiento Propio* de juin 1992.

Note DIAL

### ÉBULLITION EN MILIEU PAYSAN

Raul Marín

La solution choisie voici deux ans par le nouveau gouvernement pour mettre fin à dix années de guerre était simple: Négocier séparément avec chaque groupe rebelle sur la base de promesse d'indemnisations, d'aides à la réintégration dans l'activité productive, et de terres. La commission de l'Organisation des Etats américains, ou Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV), a fourni l'infrastructure et les moyens financiers, ce qui a permis d'ouvrir un chemin tortueux de démobilisation de la "contra".

A peine les accords de démobilisation étaient-ils signés que ce marchandage d'"achat de la paix" s'est révélé être un échec, avec l'apparition des premiers groupes de "recontras". Au début le chantage consistant à déterrer la hache de guerre a été suivi d'effet. Le gouvernement a été contraint de jouer aux pompiers, en courant d'un coin à l'autre du pays, là où ressurgissait un groupe en armes, pour essayer d'éteindre le feu et pour refaire la même promesse d'aides qui ne suivent pas.

Parallèlement, des milliers d'anciens soldats et de sous-officiers de l'armée sandiniste, remerciés du jour au lendemain, n'ont pas tardé à se lancer dans le même jeu de menaces de relance de la guerre pour obtenir du gouvernement qu'il leur

D 1705-1/2

apporte son soutien. En début 1992, les vieux scénarios de guerre au Nicaragua étaient ainsi devenus un "marché à la paix" dans lequel chaque groupe en armes essayait d'obtenir du gouvernement le plus possible d'argent.

En avril dernier, le dirigeant sandiniste Daniel Ortega faisait savoir au gouvernement que le pays était au bord de "l'explosion sociale". Les milieux patronaux ont répliqué en accusant de "conspiration sandiniste" les protestations des groupes en armes dans les campagnes. Il se trouve qu'à la fin de ce mois d'avril la plupart des routes du pays étaient bloquées par des groupes en armes, que les voitures blindées de l'armée protégeaient les grandes exploitations bananières de l'Ouest, et que la ville d'Estelí connaissait une poussée insurrectionnelle analogue à celle qui avait précédé la chute de Somoza. Dans le Nord, cent quarante-cinq grandes exploitations de café étaient occupées par les "révoltés", tandis que la ville de Masaya, à trente kilomètres de la capitale, était totalement isolée par l'action de groupes en armes.

Dans une étude réalisée par Nitlapán, une équipe de sociologues de l'Université centro-américaine, sortant du cadre étroit d'explications de l'ordre de la conjoncture politique, n'hésite pas à écrire: "Les débordements sociaux suscités par les "anciens contras et les anciens sandinistes plongent leurs racines dans l'impact "dévastateur de la récession qu'ont provoquée les politiques de stabilisation et "d'ajustement structurel dans la paysannerie et chez les ouvriers agricoles. Les "réclamations des "révoltés", ou "front commun", sont l'expression exacte des "revendications fondamentales de la majorité de la population rurale du pays. Ce "sont les rebelles qui les mettent ainsi sur le tapis du débat national."

Continuant dans cette ligne, l'analyse explique que l'erreur du gouvernement a été de croire qu'en transformant une partie de la Résistance nicaraguayenne (1) en fonctionnaires du nouveau gouvernement, et qu'en permettant aux grandes organisations paysannes du sandinisme de participer à la privatisation du secteur agricole public, il pourrait ainsi contenter les milieux paysans laissés pour compte.

Après dix ans de guerre, les milieux paysans pauvres qui ont porté tout le poids de l'affrontement militaire, ont non seulement mis à profit la capacité d'organisation acquise sur les fronts de guerre; ils ont également eu recours à la force des armes face à un Etat faible. Le mouvement des "révoltés" semble être, au minimum, de même signification idéologique que le combat qu'ils ont mené au cours de la décennie écoulée.

C'est ainsi qu'a surgi la Coordination nationale paysanne, constituée d'anciens combattants des deux bords et qui a réussi à rallier à elle les organisations paysannes sandinistes. A l'avenir, le gouvernement ne pourra plus se contenter d'offrir quelque argent pour chaque arme restituée, car le mouvement des "révoltés" remet en question toute la stratégie économique du gouvernement.

L'intervention de l'armée pour dégager les exploitations agricoles occupées ou pour protéger les grandes plantations de l'Ouest du pays a donné une nouvelle dimension au problème, s'agissant de forces armées précisément créées et formées pour défendre les masses paysannes, mais aujourd'hui impliquées dans la neutralisation de groupes en armes qui regroupent d'anciens combattants issus des rangs de l'Armée populaire sandiniste.

---

(1) Nom officiel, depuis 1987, du mouvement contre-révolutionnaire sous le gouvernement sandiniste. Cf. DIAL D 1230 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441